

COOPÉRATIVES

SOMMET INTERNATIONAL DES COOPÉRATIVES

CAHIER THÉMATIQUE C > LE DEVOIR, LE JEUDI 2 OCTOBRE 2014



Rendez-vous de la
**Chaire de recherche
en développement
des collectivités**
Pages C 4 à C 8



Plaidoyer pour une
économie **sociale**
et **solidaire**
Page C 6



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

La ville de Québec accueillera la deuxième édition du Sommet international des coopératives, du 6 au 9 octobre.

Les coopératives, fer de lance de l'économie verte

PIERRE VALLÉE

Pour affronter les nouveaux défis qui menacent la planète, l'économie capitaliste, telle qu'on la pratique aujourd'hui, n'a pas d'autre choix que de se réformer. Et les coopératives, en particulier les coopératives financières, pourraient être le fer de lance de cette transformation du capitalisme.

C'est ce qu'avance Toby Heaps, président-directeur général et cofondateur de l'entreprise torontoise Corporate Knights, editrice d'un magazine sur l'économie verte et également agence de notation écologique. Il viendra présenter une étude à ce sujet, réalisée par Corporate Knights, dans le cadre d'un forum au Sommet international des coopératives.

Commençons d'abord par mettre la table. Quels sont ces nouveaux défis? «Selon l'Agence internationale de l'énergie, explique-t-il, l'économie mondiale devrait investir, d'ici 2050, 1000 milliards de dollars américains chaque année dans l'énergie renouvelable, dans l'efficacité énergétique et dans les infrastructures à faibles émissions de carbone, si on veut s'assurer que la température de la planète n'augmente pas de plus de 2 degrés Celsius.»

Mais où trouver ce capital de 1000 milliards par année, qu'on nomme maintenant, dans les milieux financiers, le «billion vert» ou le «billion propre»? Il faudrait, dans un premier temps, un changement dans la mentalité des investisseurs, croit Toby Heaps. «Selon la firme Mercer Investment Consulting, il est aujourd'hui considéré comme prudent pour un actionnaire individuel de transférer 40% de son portefeuille vers des actions liées à des investissements verts, par exemple dans des entreprises d'énergie de sources renouvelables ou dans des entreprises engagées dans le transport collectif. De même, on suggère aux investisseurs institutionnels de faire



AARON VINCENT ELKAIM LA PRESSE CANADIENNE

La Bourse de Toronto a mis en place un nouvel indice tenant compte des émissions de carbone pour guider les investisseurs vers des actions d'entreprises à faibles émissions de carbone

la même opération de transfert pour 2% de leurs actifs. Dans les deux cas, l'effort à consentir n'est pas énorme, d'autant plus que ces investissements verts affichent un seuil de rentabilité comparable aux investissements traditionnels.»

Autres mesures économiques vertes

Selon Toby Heaps, les investisseurs, qu'ils soient individuels ou institutionnels, ont aujourd'hui à leur disposition des produits et des outils pour effectuer ce transfert. Au premier chef, il nomme les obligations vertes. «De plus en plus de gouvernements et d'entreprises émettent sur le marché obligataire des obligations vertes. Hydro-Québec le fait et la province de l'Ontario s'apprête à le faire. C'est le cas aussi d'entreprises privées comme Toyota et Unilever. Ces obligations rapportent le même taux d'intérêt que les obligations ordinaires. Par contre,

contrairement aux obligations ordinaires, les obligations vertes garantissent aux acheteurs que les capitaux ainsi amassés seront uniquement investis dans des projets verts. Par exemple, les obligations vertes de l'Ontario serviront à développer le transport collectif et les obligations vertes de Toyota sont investies dans la recherche pour améliorer la voiture électrique.»

Une autre stratégie que peuvent emprunter les investisseurs est de concentrer une part de leurs investissements sur le marché boursier dans des actions d'entreprises à faibles émissions de carbone. «Déjà, pour aider l'investisseur à s'y retrouver, l'indice TSX de la Bourse de Toronto a mis en place un nouvel indice qui tient compte des émissions de carbone. Ainsi, les entreprises performantes à cet égard reçoivent une meilleure cote que celle attribuée aux entreprises moins performantes.»

Les investisseurs institutionnels, qui ont tous dans leur portefeuille d'importants investissements dans l'immobilier, devraient aussi revoir leur pratique dans ce secteur. «Nous suggérons que ces investisseurs institutionnels commencent d'abord par tenir compte de l'efficacité énergétique des immeubles dans lesquels ils investissent, pour ensuite investir une partie de ce portefeuille dans des immeubles écoresponsables. C'est d'ailleurs ce qu'a choisi de faire CalPers, le fonds d'investissement des employés publics de la Californie.»

Toby Heaps souhaite aussi que les établissements prêteurs augmentent considérablement les prêts consentis aux entreprises vertes. «Il y a là maintenant d'excellentes occasions d'affaires, sans compter que plusieurs des entreprises engagées dans l'économie verte sont des coopératives.»

Le rôle des coopératives

Et on revient au rôle que peuvent jouer les coopératives dans cette transformation de l'économie capitaliste. Selon Toby Heaps, il y a deux raisons pour lesquelles les coopéra-

tives peuvent ici faire une différence. La première, c'est leur philosophie. «Les coopératives, avec leur structure de type un membre un vote, sont plus ouvertes à ce genre d'idée. Ensuite, comme elles ne sont pas inscrites en Bourse, elles ne sont pas assujetties aux diktats du marché boursier. De plus, elles ne visent pas uniquement le rendement à court terme et peuvent donc mieux envisager des stratégies d'investissement à long terme.»

La seconde raison, c'est leur taille. «Les coopératives financières dans le monde gèrent des actifs d'environ 10000 milliards de dollars américains. Et c'est sans compter les milliers de milliards en actifs que détiennent les coopératives œuvrant dans d'autres secteurs. Il s'agit là de très importants actifs. Par exemple, on suggère aux coopératives de commencer par transférer vers des investissements verts environ un demi-point de pourcentage, pour atteindre en 2017 la proportion de 5%. Si on fait le calcul, 5% de 10000 milliards, ce sont 500 milliards, soit la moitié des 1000 milliards verts qu'on doit investir chaque année.»

Selon Toby Heaps, la stratégie pour recueillir ces 1000 milliards verts commence d'abord par la prise de conscience des investisseurs de l'empreinte écologique de leurs investissements. «L'Engagement de Montréal sur le carbone, qui vient d'avoir lieu, est un premier pas dans cette direction.» Le second élément de cette stratégie consiste à mettre en place un plan visant à convertir 5% des actifs en investissements verts. «Et c'est justement ici que les coopératives ont un rôle stratégique à jouer. En commençant dès aujourd'hui à convertir leurs actifs en investissements verts, et grâce à la taille de leurs actifs. Les coopératives peuvent enclencher le bal et produire un effet d'entraînement sur le marché financier.»

Collaborateur
Le Devoir

96 pages • 19,95\$



Tout ce qu'il faut savoir pour réussir son projet d'intervention communautaire

Manon Laflamme

Au cœur de l'enseignement supérieur
www.fideseducation.ca

FIDES
ÉDUCATION

COOPÉRATIVES

EMPLOI

SUITE DE LA PAGE C 2

tres types d'entreprise, car «elles ont un peu plus d'oxygène devant une crise». Elles sont «comme des fourmis: elles ont tendance à accumuler du capital. Ainsi, leur ratio capital-dette est généralement plus sain que celui d'autres types d'entreprise». Grâce à cette autodiscipline, elles peuvent se retourner plus facilement et prendre des décisions drastiques quand c'est nécessaire. «Dans nos coopératives de travail, il y a eu des assemblées générales faites une semaine après la chute de Lehman Brothers. Les travailleurs membres des coopératives ont décidé de diminuer leur salaire de 10 % pendant quelques mois, le temps que la crise passe.»

Une décision «immédiate, rapide et légitime» qui est difficile à imaginer dans une entreprise classique, où elle aurait fait l'objet de débats entre syndicats et patrons. «Le fait que les travailleurs sont aussi patrons permet de prendre des décisions très rapidement.»

Autre facteur de résilience: le pouvoir de se regrouper. En effet, à l'exemple du Mouvement Desjardins, qui rassemble 400 banques, ou du groupe Mondragon en Espagne, la capacité de se regrouper permet de gagner en force et de pouvoir lutter contre le chômage dans des moments difficiles. «Le groupe Mondragon arrive à redistribuer les travailleurs dans d'autres coopératives lorsqu'une coopérative a un excès de main-d'œuvre au moment d'une crise. Ce groupe coopératif n'a jamais mis quelqu'un à la porte, du moins parmi les travailleurs membres. Ce sont plusieurs dizaines de milliers de personnes qui n'ont jamais connu le chômage.»

Par ailleurs, on note que les coopératives contribuent largement à formaliser l'emploi et qu'elles ont joué depuis le XIX^e siècle un rôle fondamental de ce côté. «Aujourd'hui, on s'aperçoit que, dans des secteurs très portés par le secteur informel, comme la construction, où beaucoup de choses ne sont pas très claires sur le plan de la formalité de l'emploi, les coopératives ont tendance à

être le plus réglementaires possible, à cause du statut de leurs travailleurs. C'est une tendance forte, qui est extrêmement importante sur le plan de l'évolution de l'emploi dans le monde.»

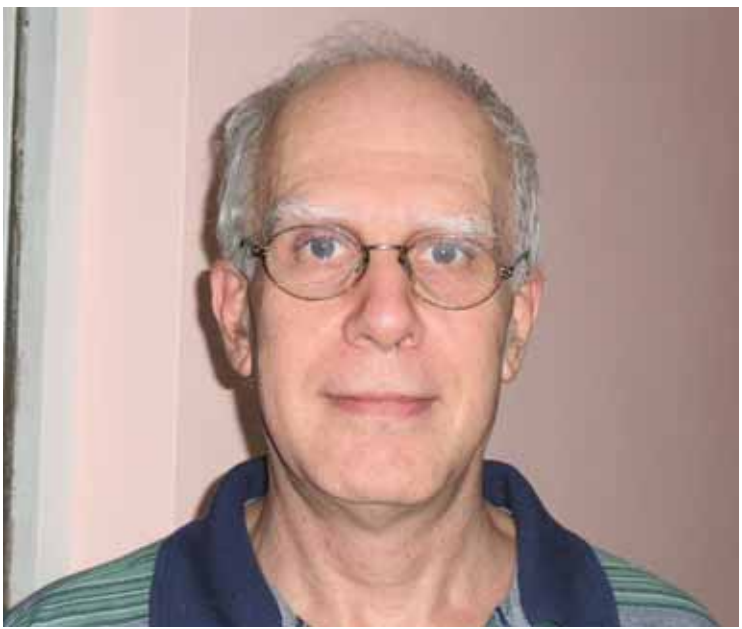
Au Québec, le modèle coopératif contribue à le distinguer de façon importante du reste du Canada. En effet, avec ses 40 000 employés, le Mouvement Desjardins est un «groupe entrepreneurial de type coopératif où il y a des assemblées générales entre les caisses», obéissant à une «gouvernance complexe entre entreprises qui est tout à fait originale». Bruno Roelants parle d'une «expérience québécoise absolument fondamentale», qui permet au groupe Desjardins d'être «beaucoup plus fort que les credit unions dans le Canada anglophone et aux États-Unis». Le deuxième grand avantage du Québec par rapport au reste du Canada, selon Bruno Roelants, est le fait que, en cas de dissolution, personne ne peut mettre la main sur les réserves accumulées par les coopératives et les re-

distribuer entre les membres. «Elles doivent forcément être utilisées pour développer le mouvement coopératif. Les membres des coopératives ne peuvent donc pas tirer avantage de ces réserves en liquidant la coopérative et en essayant d'avoir chacun une part du gâteau, ce qui est possible dans

beaucoup de pays du monde et dans le reste du Canada.» Selon lui, cela expliquerait en partie le fait que le bassin d'emploi coopératif est plus grand au Québec que dans le reste du Canada, notamment dans le secteur de l'industrie et des services. «C'est quelque chose de fondamental que le Québec a réussi à mettre en place, qui contraste avec les autres provinces. Il y a beaucoup plus de densité de coopératives de travail et nous considérons qu'il y a un rapport.»

Le Rapport mondial sur les coopératives et l'emploi présentera l'état des connaissances sur l'emploi dans les coopératives dans le monde à travers une approche à la fois quantitative et qualitative. Il a été rédigé à la suite d'une étude menée dans dix régions: en Argentine, au Brésil, au Québec, aux États-Unis, en Afrique du Sud, au Japon, en Corée, en Inde, en Italie et en Espagne.

Collaboratrice
Le Devoir



COURTOISIE BRUNO ROELANTS

Le secrétaire général de l'Organisation internationale des coopératives de production industrielles, d'artisanat et de services (CICOPA), Bruno Roelants

La démocratie passe par l'économie

ASSIA KETTANI

L'inegalité économique est un fléau pour la société: selon Richard Wilkinson, professeur émérite d'épidémiologie sociale à l'Université de Nottingham et à l'University College de Londres, une société en bonne santé est une société démocratique. Mais, loin de se réduire à la sphère politique, la démocratie doit aussi être l'affaire des entreprises: l'avenir de nos sociétés, et de la planète, en découle.

Auteur du livre *L'égalité, c'est la santé*, Richard Wilkinson estime que le prochain grand projet de l'humanité se situe du côté de l'économie et qu'il est urgent «d'étendre la démocratie à la sphère économique». Le professeur accuse en premier lieu les inégalités salariales, fléau qui gangrène la société à de multiples niveaux. «Dans certaines grosses entreprises, le ratio salarial entre le p.-d.g. et un petit employé est de 300, voire 400 contre 1. C'est extrêmement néfaste: d'un point de vue psychosocial, il n'y a pas de façon plus forte de dire à un pan entier de la population qu'il ne vaut presque rien. C'est monstrueux», avance-t-il. De telles inégalités contribuent à ce qu'un sentiment de supériorité s'installe en haut de l'échelle, tandis qu'un sentiment d'infériorité en rongé le bas.

Or ces inégalités ont des conséquences graves, notamment en alimentant une anxiété permanente et une obsession du statut social, particulièrement chez les jeunes. «Les inégalités salariales affectent le tissu social en encourageant la compétition et l'insécurité.» Plus une société est inégalitaire, plus cette obsession sociale se fait sentir, jusque dans la façon dont ses membres «s'inquiètent de la façon dont ils sont perçus et jugés». Dans les sociétés les plus inégalitaires, ces considérations s'immiscent dans la vie privée: «les hommes et les jeunes femmes choisissent leur conjoint en accordant une plus grande priorité à des considérations financières que dans les sociétés plus égalitaires. L'ensemble du tableau devient dominé par ce genre d'enjeu.»

Et la santé du pays en pâtit. Le professeur fait état de plus de violence, de maladies mentales, de prison, de grossesses précoces ou de toxicomanie dans les sociétés inégalitaires, et ce, à tous les niveaux de l'échelle sociale. «Nous sommes tous affectés par les inégalités», explique-t-il. Réduire les inégalités salariales aurait un impact positif sur la qualité de vie de l'ensemble des citoyens.»

Inévitablement, la surimportance du statut social alimente l'engrenage de la surconsommation, obstacle majeur au développement durable. De plus, la surconsommation a des effets psychologiques non négligeables. En effet, «ceux qui passent le plus de temps à magasiner et qui dépensent trop ne sont pas heureux: ils vivent dans l'insécurité permanente et non dans le bien-être». D'autant plus que, pour satisfaire leurs aspirations matérielles, ces personnes auront tendance à travailler de plus longues heures, à épargner moins et à s'endetter davantage.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

«Nous n'avons aucune chance d'avancer vers le développement durable si l'économie et la société tournent autour de la surconsommation», estime le professeur d'épidémiologie Richard Wilkinson.

C'est donc l'ensemble de notre rapport à l'économie que nous devons repenser. «Nous devons défaire le pacte de surconsommation entre les compagnies et les consommateurs. Les consommateurs y tiennent, car elle est devenue synonyme de réussite. Les compagnies l'encouragent, car elles veulent faire de plus gros profits. Nous n'avons aucune chance d'avancer vers le développement durable si l'économie et la société tournent autour de la surconsommation.»

À l'échelle mondiale, des solutions à court terme existent, affirme-t-il. En premier lieu, il faut s'attaquer aux paradis fiscaux et à la fraude fiscale. Mais nous devons surtout penser au «prochain grand projet de l'émancipation humaine»: l'extension de la démocratie dans le milieu du travail. Et les coopératives sont une bonne porte d'entrée pour le faire, notamment parce qu'on y fait état de moins d'inégalités salariales. Richard Wilkinson cite également la présence d'employés dans les conseils d'administration et dans les instances décisionnelles des en-

treprises, ainsi que le rachat de compagnies par des employés. «Plusieurs pays de l'Europe de l'Ouest ont légiféré pour exiger qu'il y ait des représentants d'employés dans les conseils d'administration. Mais, à l'exception de pays comme l'Allemagne, ce phénomène demeure malheureusement trop léger. Et, dans des pays comme l'Angleterre et les États-Unis, ça n'existe pas du tout. Nous devons nous concentrer là-dessus. Il faut également encourager le développement d'entreprises démocratiques, comme les coopératives.»

Et, contrairement aux idées reçues, une entreprise démocratique n'est pas forcément une entreprise en mauvaise santé économique. Au contraire, «les études montrent que les compagnies égalitaires ont une meilleure productivité, car les conditions de travail y sont favorables. Lorsque des employés rachètent leur compagnie, celle-ci cesse d'être considérée comme la propriété de quelqu'un, pour devenir une communauté. C'est important. De nombreuses compa-

gnies s'en sortiraient mieux s'il n'y avait pas d'énormes inégalités salariales.»

Mais une telle évolution va nécessiter «des luttes, des lois, des campagnes et des politiques publiques». Peine perdue? Loin de là: aux États-Unis, pourtant au banc des mauvais élèves, un ou deux États ont imposé une taxe supplémentaire aux entreprises qui ont de plus grandes inégalités salariales. Les entreprises qui ont moins d'inégalités salariales bénéficient au contraire d'avantages fiscaux. «Nous devons aller dans ce sens-là, favoriser les entreprises plus démocratiques et accorder des prêts à des employés souhaitant racheter une entreprise.»

Malheureusement, le monde continue d'avancer dans la mauvaise direction. Même les bons élèves, comme les pays scandinaves et le Japon, perdent du terrain. «Les pays ont tendance à devenir de plus en plus inégalitaires. C'est une grande perte pour la qualité de vie et notre société.»

Collaboratrice
Le Devoir

TRANSITION ÉCOLOGIQUE DE L'ÉCONOMIE

Au coeur des travaux de l'IRÉC

L'Institut de recherche en économie contemporaine a mis en place un audacieux programme de recherche centré sur le renouvellement du modèle économique québécois et sur les défis que posent les mutations contemporaines. Il rejoint les réflexions d'un important courant au sien de différents mouvements de la société civile (coopératif, économie sociale, syndical, coopération internationale) pour la transition écologique de l'économie, transition rendue nécessaire par les effets des changements climatiques et un éventuel changement de base énergétique.

Confrontée comme toutes les autres économies à d'importants défis de reconfiguration de son appareil de production, de réfection de ses réseaux de distribution et d'échanges de même qu'à une révision en profondeur de ses modes d'occupation du territoire et ses stratégies de développement local et régional, l'économie du Québec est particulièrement bien positionnée non seulement pour réussir cette transition, mais encore et surtout pour se tailler une place enviable parmi les économies porteuses des innovations qui définiront les conditions de prospérité et de compétitivité pour les décennies à venir.

L'IRÉC a identifié trois enjeux majeurs pouvant servir de base à des propositions concrètes qui peuvent faire l'objet d'interventions aussi bien à court qu'à moyen et long terme : • L'électrification du transport; • L'efficacité énergétique et le développement immobilier; • Le développement de la filière biomasse.

Quelques uns des travaux de l'IRÉC: *Stratégie pour une grappe de mobilité durable; Habitation durable et rénovation énergétique; Indépendance énergétique et reconversion industrielle.*



INSTITUT DE RECHERCHE EN ÉCONOMIE CONTEMPORAINE

www.irec.net

UN RENDEZ-VOUS INTERNATIONAL LE 6 OCTOBRE À QUÉBEC

Transition écologique et solidarité internationale :
Deux des principaux défis de la prochaine décennie pour les coopératives



www.caissesolidaire.coop/



www.upadi-agri.org/



w3.uqo.ca/crdc



www.fondsolidaritesud.org/

Pour prendre connaissance du programme et pour s'inscrire
w3.uqo.ca/crdc

COOPÉRATIVES



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Une des tables rondes du Rendez-vous de la Chaire de recherche en développement des collectivités soulèvera la question de l'agriculture durable.

6^E RENDEZ-VOUS DE LA CHAIRE DE RECHERCHE EN DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS

Organiser la transition écologique de l'économie

CLAUDE LAFLEUR

Lundi prochain, la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités organisera un rendez-vous international dans le cadre de la deuxième édition du Sommet international des coopératives. Ce «rendez-vous» d'une journée porte pour titre «Transition écologique et solidarité internationale: quelles priorités pour la prochaine décennie?». On y présentera quatre tables rondes sur l'agriculture durable, la transition énergétique, la finance solidaire et les Objectifs du millénaire après 2015.

«Le diagnostic que nous posons, c'est que, dans le mouvement coopératif, il y a eu des avancées substantielles au cours de la dernière décennie, mais que la notion de développement durable n'est pas assez prise en compte», rapporte Louis Favreau, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC) et professeur au Département de travail social et de sciences sociales de l'Université du Québec en Outaouais.

«Et nous pensons que nous sommes dans un moment favorable d'écoute du mouvement coopératif en regard avec le développement durable, estime le chercheur et coorganisateur du rendez-vous. C'est le bon moment d'enfoncer davantage "le clou"!», dit-il en riant.

L'agriculture durable pour nourrir l'humanité!
La chaire que dirige M. Favreau étudie depuis une vingtaine d'années le développement

des collectivités, notamment la façon dont la démocratie évolue dans les quartiers des villes et, en région, dans les villages. «Nous avons d'abord travaillé sur le développement des collectivités au Québec, mais, depuis sept ou huit ans, nous étudions davantage le développement des collectivités dans les pays du Sud», précise le chercheur. Nous analysons également les partenariats entre le Nord et le Sud, particulièrement entre le Québec et les pays du Sud.»

Or il estime que le développement durable ne préoccupe pas suffisamment le mouvement coopératif. «Ce n'est pas une priorité assez forte, même s'il y a eu de grands pas en avant», commente-t-il.

Pour illustrer ce qu'on entend par développement durable en ce domaine, Louis Favreau cite le bel exemple de Nutrinor, une coopérative présente dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean qui appartient à plus de 1200 producteurs agricoles et qui distribue sa gamme de produits laitiers à l'échelle planétaire. Or cette coopérative s'est dotée d'une politique de développement durable qui a fait remplacer le transport par camion par le train, «ce qui n'est tout de même pas banal!», souligne au passage M. Favreau. De même, tous les bâtiments de Nutrinor sont chauffés avec de la biomasse et non plus du mazout. «Nutrinor a passé des contrats avec trois coopératives forestières afin d'utiliser leurs résidus de bois transformés en biomasse», précise le chercheur, admiratif.

Cet exemple illustre d'ailleurs à merveille les deux premiers thèmes du rendez-vous organisé par la CRDC: l'agriculture viable et durable, ainsi que la transition énergétique. «Ce

sont incidemment les deux principaux volets de la crise écologique, soit l'axe agriculture-alimentation et l'axe énergie-climat, fait remarquer Louis Favreau. En fin de compte, l'enjeu dont on parlera sera l'agriculture durable pour nourrir l'humanité!»

L'après-midi sera consacré au développement d'une économie solidaire, poursuit Louis Favreau. En particulier, on mettra de l'avant un nouveau concept en matière de coopération internationale en lançant l'idée d'un fonds d'économie solidaire.

«Un peu à la manière des fonds de travailleurs [tels le Fonds de solidarité de la FTQ et Fondation de la CSN], il s'agirait de mettre sur pied un fonds d'investissement pour aider les collectivités du Sud à se développer» explique M. Favreau.

«Il s'agirait, pour les organismes de coopération internationale, les coopératives, les syndicats, etc., de s'inscrire dans une nouvelle dynamique, celle des prêts et des garanties de prêt» précise-t-il. Ce fonds appuierait donc les organisations locales de travailleurs, les coopératives et d'autres regroupements communautaires dans leur développement en leur prêtant les sommes nécessaires.

«Et il ne s'agirait pas d'une entreprise à fonds perdus, ajoute M. Favreau, au contraire, même. Il s'agirait d'aider les petites et moyennes entreprises coopératives du Sud à se développer, de la même manière que les fonds de travailleurs aident nos PME.»

Déjà, un peu partout sur la planète, les syndicats aident les travailleurs à s'organiser en coo-

pératives et à développer des réseaux, ou encore des agriculteurs à commercialiser leurs produits en coopération. «Et c'est là qu'intervient la finance solidaire, poursuit Louis Favreau, c'est-à-dire qu'on n'est plus seulement dans le microcrédit, mais plutôt dans les prêts pour soutenir les petites et moyennes entreprises du Sud.»

L'idée est nouvelle, indique-t-il, puisqu'elle a été lancée ce printemps par l'économiste Claude Dorion, coordonnateur de Développement solidaire international (DSI), qui offre déjà une expertise technique de coopération en matière de finances et de services-conseils à l'échelle internationale. Celui-ci a proposé son projet lors de l'assemblée générale de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), qui regroupe 70 organismes de coopération. Or l'AQOCI soutient le projet de financement solidaire, et le rendez-vous de lundi marquera un pas de plus en incluant la participation de représentants d'importantes organisations françaises, dont Dominique Lesaffre, président d'INAISE, et Hugues Sibille, vice-président du Crédit coopératif.

Louis Favreau se dit d'ailleurs convaincu que la centaine de participants au rendez-vous enterreront avec enthousiasme ce projet. «La transition écologique de l'économie n'est pas qu'un enjeu local, mais bien un enjeu planétaire, dit-il. C'est donc dire que la solidarité internationale doit s'intensifier et, par conséquent, qu'elle doit être reconfigurée.»

Collaborateur
Le Devoir

UN OUTIL POUR VOUS !

Dans la foulée d'un séminaire sur les **coopératives en milieu de travail** qui a connu un grand succès, la FTQ, la CSN et la CSD ont produit une brochure qui a pour objectifs d'informer les membres et de faire progresser la réflexion syndicale sur la coopération du travail.

LES COOPS EN MILIEU DE TRAVAIL
UN CHOIX DE DÉVELOPPEMENT?

OUI!

Cet outil pourra sans doute répondre à plusieurs de vos questions ! La brochure est gratuite et disponible sur les sites Internet de la FTQ, de la CSN et de la CSD.

FTQ

CSN

CSD

www.ftq.qc.ca • www.csn.qc.ca • www.csd.qc.ca

L'agriculture familiale

En 2012, l'Union des producteurs agricoles (UPA) du Québec et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont signé un mémorandum. L'objectif: promouvoir le développement de l'agriculture familiale. Le point sur cette collaboration et ses défis, avec André Beaudoin, secrétaire général de l'UPA Développement international (UPA-DI).

ÉTIENNE PLAMONDON
ÉMOND

Le partenariat entre la FAO et l'UPA a été scellé il y a à peine deux ans. Déjà, plusieurs mesures concrètes ont été mises de l'avant dans le cadre de cette collaboration. Elles visent surtout à améliorer la sécurité alimentaire de pays africains. Un programme, nommé CoOPéquité, a été mis en place au Niger afin de promouvoir la gouvernance et l'équité au sein des organisations de producteurs et des organismes ruraux. Axé sur le renforcement des capacités, ce programme appuie aussi le gouvernement dans son initiative des 3N, qui signifie «Les Nigériens nourrissent les Nigériens». «On travaille avec des organisations pour bien faire comprendre le rôle des organisations paysannes et de l'agriculture familiale dans ce plan gouvernemental», explique André Beaudoin en entrevue télé-

phonique. Dans quatre pays du Maghreb, soit l'Algérie, le Maroc, la Tunisie et la Mauritanie, des activités et des formations sont élaborées pour des organisations présentes dans les domaines de l'apiculture, de l'élevage de petits ruminants et de la pêche artisanale. Au Burkina Faso, l'expertise de l'UPA-DI a été sollicitée par la FAO pour permettre aux agriculteurs dans la filière du tournesol de s'engager dans le marché.

«On est convaincu que l'agriculture familiale a une place fondamentale dans la sécurité alimentaire mondiale, dit M. Beaudoin. Pour qu'elle puisse émerger, cette agriculture a besoin de services qui doivent être offerts par les organisations paysannes et les organisations professionnelles de producteurs et de productrices agricoles.»

Si plusieurs activités sont

VOIR PAGE C 5: AGRICULTURE

COOPÉRATIVES

6^E RENDEZ-VOUS DE LA CHAIRE DE RECHERCHE EN DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS

Comment sortir le Québec des sources d'énergie fossiles ?

Confronté à l'augmentation importante du prix du pétrole et à la nécessité de réduire ses émissions de gaz à effet de serre, le Québec devra, pour rester concurrentiel et atteindre ses objectifs de lutte contre les changements climatiques, diminuer sa consommation d'énergie de sources fossiles au cours des prochaines années. Comment y parvenir ? Robert Laplante, directeur général de l'Institut de recherche en économie contemporaine (IREC), et Normand Mousseau, professeur de physique à l'Université de Montréal (UdeM) et coprésident de la Commission sur les enjeux énergétiques du Québec, se prononcent sur le sujet dans le cadre du Sommet international des coopératives.

ÉMILIE CORRIVEAU

Au Québec, la production d'énergie de sources renouvelables permet de combler près de la moitié des besoins énergétiques de la province. Parmi elles, on compte notamment l'hydroélectricité, mais également la biomasse, le biogaz ainsi que les énergies solaire et éolienne. Grâce à sa capacité de production massive, le Québec dispose d'importants surplus d'énergie de sources propres et peu coûteuses, ce qui le place dans une situation enviable sur le plan de la sécurité énergétique. « Il y a très peu de sociétés au monde qui aient un portefeuille énergétique aussi avantageux », note M. Laplante.

La où le bât blesse, c'est que les Québécois figurent parmi les plus grands consommateurs d'énergie au monde, avec une utilisation moyenne de près de cinq tonnes équivalent pétrole (tep) par habitant. Les secteurs de l'industrie et des transports sont ceux d'où émanent les plus grandes demandes en énergie. Or ils sont aussi ceux qui dépendent le plus



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

L'industrie québécoise pourrait par exemple faire un plus grand usage de l'abondante biomasse forestière qui peut être transformée en biocarburants.

des hydrocarbures. Ainsi, malgré son importante production d'énergie de sources renouvelables, le Québec dépend à plus de 50 % du pétrole et du gaz naturel pour satisfaire ses besoins en énergie.

N'étant pas un producteur d'hydrocarbures fossiles, le Québec doit importer la part qu'il consomme ou transforme sur son territoire. Or cela coûte cher. « Notre consommation d'énergie de sources fossiles a d'ores et déjà commencé à nous appauvrir sérieusement. Ça déstabilise considérablement notre balance commerciale et, bien entendu, ce flux monétaire de 14 ou 15 milliards qui sort du Québec chaque année a un impact sournois et insidieux sur notre compétitivité et sur notre capacité à nous inscrire dans les échanges économiques », précise le directeur de l'IREC.

Vers une meilleure maîtrise de l'énergie

D'après M. Mousseau et M. Laplante, avec son riche portefeuille énergétique, le Québec a tout ce qu'il faut pour se défaire de sa dépendance envers les sources d'énergie fossiles. Toutefois, comme la province est déjà bien en-

gagée dans le chemin du « mal-développement », les spécialistes estiment qu'elle devra rapidement poser des actions structurantes si elle désire réellement s'inscrire dans un paradigme de maîtrise de l'énergie et de consommation durable.

« Ce qu'il faut comprendre, c'est que des pistes de solution faciles, il n'y en a pas au Québec, souligne M. Mousseau. Partout dans le monde, on s'efforce de diminuer la dépendance aux hydrocarbures fossiles en réduisant leur proportion dans l'électricité. Ici, ça ne sert pas à grand-chose d'agir sur l'électricité, parce qu'elle est déjà à 99,7 % renouvelable. Ce qu'il nous reste à faire, c'est d'agir de façon importante et structurée sur les secteurs où notre utilisation de l'éner-

gie est déficiente. »

Pour M. Mousseau, cela implique notamment une importante révision de nos façons de faire en matière d'aménagement du territoire. À son avis, il faut dès maintenant se mettre à le développer de façon plus intelligente, en rabattant notamment la population vers certains grands axes, et implanter des structures qui permettront une réelle efficacité du transport en commun.

M. Laplante, lui, croit qu'une action globale d'électrification du transport collectif représente une avenue particulièrement intéressante pour le Québec. « Si nous voulons être sérieux dans notre démarche, il faut investir massivement du côté de l'électrification du transport collectif. Pourquoi ? Parce que cette action globale peut avoir un effet direct sur notre structure industrielle », relève-t-il.

Les deux spécialistes jugent également nécessaire que le Québec adopte une approche plus globale de l'exploitation de ses ressources énergétiques, afin d'assurer des retombées optimales pour l'ensemble de sa population.

M. Laplante et M. Mousseau se retrouveront à Québec le 6 octobre prochain pour traiter de la question, à l'occasion du Sommet international des coopératives. En compagnie de M. François L'Italien, chercheur à l'IREC, et de M. Stéphane Labranche, politologue à l'Institut d'études politiques de Grenoble, ils participeront à une table ronde intitulée « La transition énergétique de l'économie : comment sortir des énergies fossiles ».

Collaboratrice
Le Devoir

AGRICULTURE

SUITE DE LA PAGE C 4

amorcées, démontrer l'importance et la pertinence de l'agriculture familiale dans la réponse à l'insécurité alimentaire reste un défi de taille, juge M. Beaudoin. « Le principal obstacle, c'est le paradigme qui est ancré dans l'esprit de beaucoup de décideurs selon lequel c'est l'agriculture industrielle qui est la mieux placée pour produire des volumes à peu de frais pour nourrir le monde [...]. Il faut faire comprendre qu'on est dans la mauvaise direction lorsque le système alimentaire repose uniquement sur l'agriculture industrielle. »

Alors que l'Année internationale de l'agriculture familiale, telle que désignée par les Nations unies, s'achève, la balle est dans le camp du monde agricole, croit M. Beaudoin. « Fort de ces discussions et de cette prise de conscience, il faut continuer d'informer les décideurs du monde pour qu'on garde le cap sur ce type d'agriculture, en sachant que, sans que les projecteurs s'éteignent, la lumière sera plus tamisée dans les prochaines années pour faire valoir ce point de vue. » Selon lui, les changements climatiques, les conflits armés dans des zones agricoles et la spéculation sur les denrées alimentaires font « qu'on ne peut plus fermer les yeux » sur les autres façons de faire de l'agriculture, dont l'agriculture familiale.

Une question d'accès

André Beaudoin soulève un autre enjeu majeur auquel devra répondre l'UPA-DI dans son travail avec la FAO : celui



UPA-DI

André Beaudoin, secrétaire général de l'UPA Développement international (UPA-DI)

de mettre à la disposition des organisations de producteurs agricoles les moyens, techniques ou financiers, et les mécanismes nécessaires pour améliorer leur capacité d'agir. « Pour rivaliser avec l'agriculture industrielle, l'agriculture familiale a un problème d'accès », ajoute M. Beaudoin. On parle d'abord de l'accès à la connaissance. Les Monsanto de ce monde ont beaucoup plus de moyens pour accéder aux résultats des recherches, qu'ils font eux-mêmes, alors que ce n'est pas à la portée d'une organisation paysanne. L'accès à la connaissance et à la recherche doit donc passer par des structures gouvernementales et paragouvernementales. Ce qui est un défi. » Il souligne aussi les enjeux de l'accès à des intrants agricoles de qualité, tout comme celui de l'accès au financement. « Il est actuellement beaucoup plus facile pour

les grands groupes, que ce soit des fonds de placement ou des entreprises privées d'envergure, d'acquiescer des terres que ce ne l'est pour de petits producteurs. » Il ajoute l'importance d'accéder ensuite au marché. « Tous ces mécanismes d'accès sont absolument essentiels pour que l'agriculture familiale puisse jouer son rôle. »

Comme les moyens de plusieurs petits producteurs agricoles du monde s'avèrent limités, M. Beaudoin croit que les regroupements et les organisations professionnelles peuvent « permettre à l'agriculture familiale d'évoluer à côté des autres types d'agriculture ».

Présence au Sommet

L'agriculture familiale aura droit à son forum, le 9 octobre prochain à Québec, dans le cadre du Sommet international des coopératives. L'agriculture, dans son sens large, sera au cœur de plusieurs autres tables rondes et présentations. André Beaudoin, aussi membre du comité de validation du Sommet, explique que d'y souligner cet enjeu permettra de « faire prendre conscience au mouvement coopératif qu'il a un rôle à jouer, au même titre que les autres acteurs de la société civile, pour faire évoluer les mentalités sur ces questions fondamentales ». Bien qu'il considère que la promotion et le développement des multiples formes d'agriculture ne peuvent relever de la responsabilité d'un seul acteur, il croit que le mouvement coopératif peut jouer « un rôle assez déterminant, puisqu'il est tout de même assez bien ancré, partout dans le monde, dans le secteur agricole et rural ».

Collaborateur
Le Devoir

Le savoir-faire d'une équipe d'experts pour financer vos COOP et OBNL

42 spécialistes au service des entreprises collectives

Au service des grands secteurs d'activités :

habitation, immobilier, alimentation, petite enfance, éducation, culture, travail adapté, insertion sociale, santé, services ambulanciers et funéraires, etc.

Contactez-nous !



Desjardins
Caisse d'économie solidaire

Québec 1 877 647-1527
Montréal 1 877 598-2122
Joliette 1 866 753-7055

www.caissesolidaire.coop



Les experts
en gestion au service
des coopératives

mce conseils

EXPERTISE

Appui à la création et au développement d'entreprises et de coopératives grâce à des services professionnels de haute qualité et adaptés aux valeurs de l'économie sociale.

- Études et développement de marché
- Finance et comptabilité
- Gestion et analyse structurelle
- Formation en entreprise
- Planification stratégique
- Gouvernance
- Optimisation de processus et organisation

LONGUEUIL / MONTRÉAL / QUÉBEC / Téléphone 450.646.7946 /
mceconseils@mceconseils.com / www.mceconseils.com

COOPÉRATIVES



Selon Gérard Larose, on est en train de révolutionner un peu les rapports Nord-Sud avec des échanges internationaux dans le domaine du café et des fleurs, entre autres. LUIS ACOSTA AGENCE FRANCE-PRESSE

6^E RENDEZ-VOUS DE LA CHAIRE DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS

Plaider pour une économie à caractère social et solidaire

La reconnaissance de l'économie dite sociale et solidaire (ÉSS) en qualité de joueur important sur l'échiquier mondial par les acteurs politiques est l'un des mandats que se sont donnés Les Rencontres du Mont-Blanc – Forum international des dirigeants de l'économie sociale et solidaire (RMB) depuis leur fondation. Des représentations en ce sens ont été faites récemment par cette association auprès des Nations unies à New York et le vice-président des RMB, Gérard Larose, était aux premières loges.

THIERRY HAROUN

En marge de la toute dernière Assemblée générale des Nations unies, les RMB ont organisé, le 22 septembre dernier, la première réunion du groupe-pilote international de l'économie sociale et solidaire. Deux grands thèmes ont ponctué cette rencontre, soit le développement de

l'ÉSS dans le monde et le soutien à la création et au développement d'entreprises dans ce secteur à l'échelle planétaire, notamment par l'entremise de la question des formes de financement. Gérard Larose en revient d'ailleurs avec des idées plein la tête et des convictions bien assises. « À la suite de cette première rencontre, on va souhaiter qu'il y ait davantage d'États et d'ONG qui seront autour de la table, de sorte que l'économie sociale et solidaire occupe sur le plan politique » la place qui lui revient sur l'échiquier mondial, fait-il valoir.

Il précise que l'ÉSS compte pour environ 10% du PIB mondial. Si, à l'échelle économique, cette filière fait son chemin, il en reste encore beaucoup à faire sur le plan politique. « Politiquement, il faut le dire, l'économie sociale est très méconnue »

sur la planète. » Ce groupe-pilote vise notamment à promouvoir l'ÉSS et à accroître la prise en compte de ce modèle économique dans la mise en œuvre des politiques publiques. De manière concrète, c'est une plateforme composée d'États (la France, le Maroc, le Luxembourg, l'Équateur, la Colombie et le Québec à titre d'observateur) et d'associations, comme l'Association internationale de la mutualité et l'Alliance coopérative internationale, de même que d'organisations internationales telles que des agences de l'ONU (ONUSIDA, PNUD, UNESCO et ONU Femmes, entre autres).

Des militants

Comment les RMB sont-elles perçues à New York? « Je pense qu'on nous prend pour des militants. Ce n'est pas mauvais. Ils nous savent déterminés et nous faisons la démonstration que le mouvement de l'économie sociale et solidaire est présent partout dans le monde. Ils trouvent qu'on brasse la cage un peu. »

M. Larose fait d'ailleurs remarquer que les entreprises et les organismes du secteur de l'ÉSS ont su, plus que d'autres, résister à la crise financière de 2008. « Toutes les agences nous l'ont confirmé. Et par ailleurs — je mets ici mon chapeau de syndicaliste — on notera que c'est dans ce secteur de l'économie qu'on retrouve les meilleures conditions de travail et salariales. C'est une économie collective et communautaire. C'est une économie qui poursuit des objectifs, qui a des finalités sociales. C'est également une économie qui est plurielle. Elle est innovante, elle est mature. »

Des pelleteux de nuages?

Le passage à New York du groupe-pilote était aussi une occasion de faire tomber certains préjugés qu'on accole à l'ÉSS. Quand on lui fait remarquer que parfois les entreprises de ce secteur sont perçues comme des « pelleteux de nuages », M. Larose répond par l'affirmative. « Oui, oui, c'est vrai. Mais, par contre, quand on fait la démonstration que les entreprises de ce secteur représentent 10% du PIB, qu'au Québec c'est l'ÉSS qui amasse le plus d'épargne par l'entremise du Mouvement Desjardins et que l'agriculture au Québec se pratique en mode social et solidaire à hauteur de 70% — pensons à Agropur et la Coopérative fédérée — là on s'aperçoit qu'on est dans les ligues majeures! », lance d'un souffle Gérard Larose, qui poursuit sur sa lancée en rappelant que l'ÉSS, c'est également le commerce équitable. « On est en train de révolutionner un peu les rapports Nord-Sud avec des échanges internationaux dans le domaine du café et des fleurs, entre autres. »

Gérard Larose rappelle avec raison que la bonne conduite de l'ÉSS ne va pas sans l'apport des femmes, au Québec comme ailleurs. « Les

femmes sont fondamentalement présentes dans ce secteur. Je pense à l'Afrique, où l'économie est une réalité de femmes. Elles sont majoritaires dans cette économie. »

La journée du 6 octobre

Tout juste débarqué de New York, Gérard Larose sera sous peu à Québec avec son association, les RMB, dans le cadre des rendez-vous du Sommet international des coopératives. À cette occasion, la Chaire de recherche en développement des collectivités de l'Université du Québec en Outaouais organise un événement, le 6 octobre, sur le thème de la transition écologique et de la solidarité internationale. « Je souhaite que cette rencontre du 6 octobre de même que ce Sommet international des coopératives, note Gérard Larose, soient des occasions pour que les gens prennent la mesure de la puissance — disons-le ainsi — qu'ils ont entre les mains pour influencer sur un nouveau type de développement économique. »

Les RMB

Mise sur pied en 2005, l'association Les Rencontres du Mont-Blanc – Forum international des dirigeants de l'économie sociale et solidaire est née de la volonté de dirigeants d'entreprises sociales et solidaires de se rassembler pour construire des projets conciliant efficacité sociale, civique, écologique et économique. Des événements bisannuels sont organisés à travers le monde, lors desquels des échanges ont lieu autour d'un grand thème.

Il résulte toujours de ces événements des idées et des engagements. En 2013, lors de leur dernière rencontre, tenue à Chamonix, en France, les participants s'étaient entendus pour engager « des actions de lobbying pour que, dans tous les pays, des lois sur l'ÉSS soient votées et que les indicateurs des entreprises des ÉSS soient intégrés dans les systèmes nationaux de statistiques ». Il était aussi question de renforcer les alliances entre les banques coopératives et les nouveaux systèmes de financement (crowdfunding) pour développer les capacités de financement de l'ÉSS.

Collaborateur
Le Devoir

FAISONS DE L'ÉCONOMIE, UNE SOLIDARITÉ

AQOCI
Association québécoise des organismes de coopération internationale

DONNER DU SENS À L'ARGENT

Fondaction est un fonds de travailleurs solide, innovant et collectif. En soutenant la croissance d'entreprises collectives et responsables, Fondaction participe au développement d'une économie plurielle.

COOPÉRATIVES

6^E RENDEZ-VOUS DE LA CHAIRE DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS

Un fonds d'investissement pour les économies du Sud

Le potentiel des coopératives en tant que levier pour nous sortir de la crise économique et écologique est largement sous-estimé, d'après Louis Favreau, titulaire de la Chaire de recherche en développement des collectivités (CRDC) de l'Université du Québec en Outaouais (UQO). Des actions concrètes qui permettront de faire valoir ce point de vue seront élaborées lors du premier Rendez-vous international de la CRDC, dans le cadre du 2^e Sommet international des coopératives, prévu le 6 octobre prochain, à Québec.

MARIE-ÈVE CLOUTIER

C'est à la suite d'une première participation de la Chaire, en 2012, au 1^{er} Sommet international des coopératives, organisé par le Mouvement Desjardins et l'Alliance coopérative internationale (ACI), que l'idée du partenariat est née. « *Organiser ce Rendez-vous international permettra de mettre le doigt sur les points faibles du développement durable, ou bien ce qu'on pourrait aujourd'hui appeler plus justement la transition écologique de l'économie, et de réfléchir aux moyens à mettre en place pour freiner le modèle économique standard* », explique Louis Favreau, qui gère la CRDC depuis bientôt 20 ans.

En effet, alors que les coopératives pourraient jouer, aux yeux du sociologue, un rôle déterminant pour assurer cette transition, elles ne sont pas assez représentées dans le monde de l'économie pour affirmer cette position, car trop souvent mises de côté par la pensée dominante. « *Pourtant, les coopératives et l'ensemble des entreprises collectives forment 10 % du PIB de la plupart des pays. Dans les pays scandinaves, le chiffre peut monter jusqu'à 15 %. Au Québec, on estime cette contribution à environ 8 %* », avance Louis Favreau.

Et, contrairement à l'économie privée, l'économie coopérative et solidaire entraîne la produc-



GEORGES GOBET AGENCE FRANCE-PRESSE

La SIDI a permis à une organisation paysanne sénégalaise de mettre en place un projet d'électrification pour son village par l'utilisation de panneaux solaires.

tion de biens utiles et non futiles, pour reprendre les mots du chercheur à l'UQO. Pendant que les gens de la classe moyenne des pays émergents ne font que consommer la plupart du temps, les membres d'une coopérative expriment leurs besoins en biens de nécessité qui vont souvent servir à toute une collectivité.

Repenser la coopération Nord-Sud

Pour structurer la réflexion lors du Rendez-vous de la CRDC, un certain nombre de chantiers prioritaires tournant autour de deux axes ont été identifiés, soit l'agriculture, l'alimentation et la santé, puis l'énergie et le climat. « *Puisque la mondialisation, combinée aux technologies de l'information et aux multinationales, forme une menace pour nos collectivités, il est important que nos démarches ne soient pas uniquement locales. Voilà pourquoi la question de la solidarité internationale sera également abordée, notamment sous l'angle de la reconfiguration des coopérations Nord-Sud* », ajoute M. Favreau.

Une des tables rondes prévues le 6 octobre prochain sera justement consacrée à la reconfiguration de la solidarité internationale du Qué-

bec avec les pays du Sud. « *Depuis près de 40 ans, les organismes de coopération internationale du Québec fonctionnent selon un système de dons qui proviennent du public et des gouvernements. N'étant plus suffisante aujourd'hui pour assurer la viabilité des projets de développement, il faudrait que cette logique du don se mute en un fonds dédié à l'économie du Sud qui fonctionnerait selon un système de prêts et de garanties de prêt* », avance l'organisateur de l'événement.

Ce changement est d'ailleurs basé sur plusieurs fondements. Claude Dorion, coordonnateur de Développement solidaire international (DSI) et animateur de la table ronde, explique : « *Même si la logique du don fonctionne depuis des décennies, les ressources sont de plus en plus ténues. Nous n'avons qu'à penser à feu l'Agence canadienne de développement international [qui a été fusionnée avec le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international pour devenir le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, le 21 mars 2013]. De plus, l'épargne solidaire devient un choix d'investissement logique pour ceux et*

celles qui désirent qu'une partie de leur argent ait des retombées sociales, écologiques et communautaires. Finalement, les organisations ont besoin de nouveaux outils financiers pour assurer leurs activités courantes. »

Une première expérience d'ici deux ans?

Avec la composition de la table ronde, soit Dominique Lesaffre, directeur des investissements à la SIDI (Solidarité internationale pour le développement et l'investissement), Denis Labelle, président de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), et Hugues Sibille, vice-président du Crédit coopératif en France, Claude Dorion se montre assez optimiste quant à l'élaboration d'un scénario concret pour mettre en place au Québec un système de prêts et de garanties de prêt avec le Sud. Après tout, la SIDI fonctionne de cette manière depuis près de 30 ans. C'est notamment grâce à elle qu'une organisation paysanne sénégalaise a pu mettre en place un projet d'électrification pour son village par l'utilisation de panneaux solaires, via l'obtention de petites sommes d'argent remboursables sur trois ans, pour ne citer qu'un exemple.

« *Selon la bonne volonté des partenaires qui voudraient s'engager dans le projet et selon l'ouverture du gouvernement à cette idée, une initiative semblable pourrait voir le jour d'ici deux ans* », avance Claude Dorion.

« *Au Québec, nous avons un nombre d'acteurs en finance solidaire assez significatif. Si tout ce monde ne plaçait ne serait-ce qu'une infime partie de ses épargnes dans ce fonds, je crois qu'il est envisageable qu'il atteigne les 20 millions de dollars, autrement dit, une somme assez substantielle*, indique M. Dorion. Bien entendu, ce système doit être mis en place à coups de quelques millions par année seulement, car il n'est pas question de débiter par un échec. Une collaboration avec la SIDI pourrait aussi nous être utile afin de bénéficier de son expérience. »

Collaboratrice
Le Devoir

ORGANISMES DE COOPÉRATION INTERNATIONALE

Les OCI dans la tourmente

ARNAUD STOPA

Sortie de crise en vue. Les Stumultes des quatre dernières années ont amené les organismes de coopération internationale (OCI) à s'adapter aux nouvelles conditions de financement et à repenser leurs moyens d'action.

En décembre 2010, l'Agence canadienne du développement international (ACDI) a modifié son fonctionnement. Alors qu'elle servait de bailleur de fonds aux OCI pour leurs projets, ces derniers doivent dorénavant passer par des appels d'offres, sujets à un contrôle idéologique des conservateurs, selon les OCI. Dès lors, plus laïques et plus portés sur le développement économique et social que sur la gestion de crise humanitaire, ils connaissent une crise sans précédent. « *Du jour au lendemain, 90 % des projets ont essuyé un refus. On ne croit pas que ces nouveaux projets soient devenus mauvais d'un seul coup* », indique Denis Labelle, président de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI).

Depuis, les OCI sont dans la tourmente. Michèle Asselin, coordonnatrice du Centre international de solidarité ouvrière (CISO) et vice-présidente de l'AQOCI, a dû réviser ses ambitions pour son projet en Haïti, où l'organisme a bâti, entre autres, une boulangerie. « *On avait proposé à l'ACDI un projet de 400 000 \$ sur trois ans pour consolider les acquis, mais il a été refusé, comme la plupart des projets québécois. C'a été difficile, on a dû faire des mises à pied dans l'équipe de travail. Mais on a réduit le projet à 40 000 \$, financé avec nos cotisations, pour permettre de garder un levier pour nos partenaires. Ça reste un contre-coup important.* »

Mais, depuis un an, les choses semblent s'améliorer au niveau fédéral, selon Denis Labelle.

« *Avec le nouveau ministre du Développement international, Christian Paradis, le ton a changé. Il a l'air plus ouvert. Avec ses deux prédécesseurs [Bev Oda et Julian Fantino], il était impossible d'avoir des rendez-vous. Est-ce peut-être parce qu'on entre en année électorale?* » Une position rejointe par sa vice-présidente. « *Cela semble plus ouvert, même si c'est difficile d'aborder des sujets comme l'avortement ou la planification sociale.* »

Aide provinciale

Si les OCI ont du mal à se financer auprès des instances fédérales, ils estiment que Québec pourrait jouer un nouveau rôle. Le ministère des Relations internationales (MRI) propose en effet le Programme québécois de développement international, doté d'une enveloppe de trois millions de dollars, mais il reste insuffisant pour la demande. Michèle Asselin s'estime chanceuse. « *Seuls 23 % des projets ont été retenus pour l'année 2014-2015. C'a été une bonne nouvelle quand notre projet a été accepté, car il y a une attention particulière pour Haïti ici. Mais l'enveloppe reste trop petite.* »

En 2013, le ministre de l'époque, Jean-François Lisée, avait proposé la création d'une agence québécoise de solidarité internationale (AQSI). Une bonne idée, selon François Audet, professeur à l'École des sciences de la gestion de l'Université du Québec à Montréal, tant qu'elle ne se concrétisait pas. « *Compte tenu du retrait du fédéral, il y avait une niche à prendre dans le débat. Mais, d'un point de vue réaliste, ça veut dire quoi comme argent? On parle d'austérité, c'est normal que les libéraux ne reprennent pas l'idée.* » L'AQOCI estime plutôt avoir l'oreille de la ministre Christine Saint-Pierre. « *Notre rôle est de convaincre que l'AQSI est une idée portée par les OCI et non*

par le Parti québécois et M. Lisée uniquement, dit Denis Labelle. Elle devra soutenir les valeurs québécoises des OCI, qui priorisent le droit humain, le développement local, l'égalité des genres et l'éducation. »

Il pense aussi que la création d'un fonds québécois de solidarité internationale, sur le modèle du Fonds de solidarité de la FTQ, pourrait aider à améliorer la situation. Le fonds offrirait, comme levier financier, des garanties québécoises à des prêts dans des pays du Sud, par des établissements financiers locaux, avec obligation de rembourser au bout de cinq ans. « *Les ins-*



AQOCI

Le président de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale, Denis Labelle

tances ont peur de prêter. Il faut créer un climat de confiance et croire dans la créativité des pays du Sud pour faire croître leur économie. »

Selon François Audet, la sensibilisation de la population québécoise aux enjeux et à la place des OCI dans l'équilibre international est déficiente.

« *C'est le principal échec des OCI dans les 30 dernières années.* »

Collaborateur
Le Devoir



Les industries comme solution?

Lier l'aide aux intérêts économiques canadiens est une idée à laquelle s'oppose l'AQOCI, alors que le gouvernement canadien s'y engouffre. Mais elle n'y appose pas une fin de non-recevoir. Certains de ses membres tentent l'expérience avec des sociétés minières en Afrique. « *Pour vivre l'expé-*

rience et évaluer la situation, explique Denis Labelle. Ensuite, on se donnera une réponse. Est-ce possible? Dans quel cadre? [...] C'est un immense chantier éthique: trouver les moyens de le faire sans faire une image sociale aux industries et prioriser uniquement l'intérêt économique. »

L'Union des producteurs agricoles - Développement international (UPA DI) travaille au quotidien avec 25 000 agricultrices et agriculteurs dans une vingtaine de pays en développement. Ensemble nous œuvrons à l'émancipation de l'agriculture familiale.

Pour ce faire, nous comptons sur un réseau d'organisations agricoles comptant plus de 2 500 000 membres.

Au-delà de la force du nombre, ce qui est inspirant c'est la capacité de contribuer, à partir d'implications locales, à la solution globale de la sécurité alimentaire mondiale. La production de semences, la mise en place de services collectifs, tels que l'achat d'intrants et la mise en marché collective, sont autant d'exemples probants.



COOPÉRATIVES

6^E RENDEZ-VOUS DE LA CHAIRE DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS

L'économie sociale ignorée durant la crise

JÉRÔME DELGADO

« **C'**est l'État qui a empêché Karl Marx d'avoir raison. » D'une voix calme, les deux mains sur le volant, Claude Dorion, directeur d'une entreprise de services d'expertise en gestion — MCE Conseils — explique le b.a.-ba de la finance sociale et des principes auxquels il adhère. Ça tombe bien qu'il y ait un bouchon pour sortir de Québec, ça lui permet, au bout de son téléphone, de vanter un système dans lequel l'aide au financement prend en compte, oui, la rentabilité d'un projet, mais aussi son impact sur la collectivité et sur l'environnement.

C'est l'État qui a empêché Karl Marx d'avoir raison, dit-il sur le même ton paisible qui perdure depuis 30 minutes, parce qu'il a refusé la main tendue de la gauche et ses solutions, lors d'une crise mondiale survenue il y a moins de dix ans sous l'effet des politiques bancaires aux États-Unis.

« Le système financier dominant a fait une preuve de ses... Comment dire ? De ses écarts de conduite en 2006-2008, avec des conséquences spectaculaires au niveau négatif. Le système capitaliste à lui seul s'en allait vers... Je ne suis pas sûr, croit l'homme d'affaires, qu'il s'en serait sorti tout seul s'il n'y avait pas eu une intervention massive des gouvernements pour redresser la situation. »

Or, note-t-il, « dans le bruit de la crise, les établissements financiers d'économie sociale, les mutuelles, n'ont pas été entendus ».

« On a manqué, dit-il, l'occasion de démontrer qu'une finance qui se fait autrement, avec une logique moins spéculative, basée sur une rentabilité élargie, amène peut-être des rendements moins spectaculaires lorsque ça va bien, mais



COURTOISIE MCE CONSEILS

« Une rentabilité élargie amène peut-être des rendements moins spectaculaires lorsque ça va bien, mais les établissements sont beaucoup plus stables à long terme », croit Claude Dorion, directeur de MCE Conseils.

les établissements sont beaucoup plus stables à long terme. »

Claude Dorion, ou plutôt sa boîte, MCE, est membre de l'INAISE, une association internationale d'investisseurs en économie sociale. Fondé à Barcelone en 1989 et comptant aujourd'hui une cinquantaine d'antennes dans une trentaine de pays, le regroupement sera l'un de ceux parmi tant d'autres qui auront voix au chapitre pendant le Sommet des coopératives Québec 2014.

Dans cette association qui prône le jeu d'égal à égal entre le Nord et le Sud, les membres financent des projets individuels ou offrent un approvisionnement de fonds pour des organisations de microcrédit. Au Nord comme au Sud. Et qui touche tous les secteurs, de l'agriculture aux services de soins à domicile.

Le nombre de « bénéficiaires ou usagers des structures » est plutôt notable, dit Claude Dorion. « On parle quand même de plusieurs dizaines de millions de dollars en jeu, de bilans cumulatifs qui dépassent le milliard et de millions d'usagers finaux (entrepreneurs, micro-entrepreneurs, entrepreneurs sociaux). C'est un petit nombre d'organisations qui ont un impact significatif. »

Claude Dorion aime bien l'exemple de la Banque malienne de solidarité, qui s'est développée sous « l'amalgame de petites opérations de microcrédit, isolées les unes des autres ». Cet établissement membre de l'INAISE est devenu, selon lui, « une véritable force d'intervention dans le contexte économique, somme toute difficile, du Mali ».

À Québec, l'INAISE fera sa représentation avec « une ambition modeste de démontrer des exemples d'échanges qui ont des impacts et qui méritent d'être multipliés », note le gestionnaire québécois, diplômé en économie de l'Université de Montréal.

« À l'INAISE, poursuit-il, on souhaite des changements dans l'industrie financière traditionnelle, [que] la caisse de la rentabilité maximale à court terme [soit] moins présente et [qu'il y ait] une prise de considération de facteurs plus larges dans l'analyse de l'impact économique d'une entreprise à financer. »

L'association internationale défend l'économie sociale, locale et écologique, mais sans enfoncer la tête dans des principes. Ce n'est pas la

contestation radicale du modèle dominant qui l'anime. Plutôt, le dialogue avec celui-ci. « En finance sociale, commente l'économiste, la capacité de remboursement d'un produit financier demeure une condition sine qua non d'un financement, mais on analyse l'entreprise autant sur sa rentabilité que sur son impact économique plus large, son impact social, écologique. Par le dialogue, on veut insuffler des modifications dans le comportement des établissements traditionnels pour qu'ils [reconnaissent ceci]. »

Le « bruit de la crise » s'est-il estompé suffisamment pour que le grand capital entende ces revendications ? Claude Dorion en doute. Il ne haussera pas le ton, il ne criera rien derrière son volant, mais il ne pense pas moins que le système dominant demeure immuable.

« Tous les États sont dans une situation plus difficile qu'en 2006 et, par conséquent, ils sont moins disponibles à participer. » Il est pourtant persuadé qu'un « cofinancement bien ciblé de l'État, pour 10 % du coût d'un projet, peut permettre de monter une activité qui sera rentable pour lui aussi », par le biais des politiques fiscales. Or les mesures d'austérité, comme celles en vogue à Québec, voire l'attitude d'un gouvernement conservateur du type de Stephen Harper, qui coupe l'aide aux organismes à but non lucratif inscrits en coopération internationale, nuit à chaque petit plan d'économie sociale.

Malgré sa mondialisation, malgré le succès d'une organisation comme l'INAISE, la finance sociale ne se porte pas si bien. « Franchement, on a manqué une occasion », selon le patron de MCE Conseils, de l'immiscer partout. Et on a refusé de donner raison à Marx.

Collaborateur
Le Devoir

SYNDICATS ET COOPÉRATIVES

Main dans la main pour les enjeux internationaux

ALEXANDRE LAMPRON

Léopold Beaulieu, président-directeur général de Fondation, le fonds de travailleurs de la CSN, est l'un de ceux qui croient que la crise fait ressortir des faits qui démontrent clairement « que nous sommes près d'un point de non-retour ».

Les changements climatiques, la rareté croissante des ressources naturelles et les inégalités entre les riches et les pauvres sont, entre autres, des exemples qui tendent à démontrer qu'il faut agir dès maintenant.

« La finance mondiale a été déréglementée, affirme M. Beaulieu. L'éthique a trop souvent laissé sa place à la cupidité dans la poursuite du rendement maximum à court terme et la manière dont s'est poursuivie la croissance économique au cours des cinq dernières dé-

cennies n'est plus viable. »

À la base, les mouvements syndical et coopératif demeurent une solution de rechange, car ils partent d'un principe fondamental commun aux deux : la prédominance des personnes sur le capital. Ce principe est devenu une condition essentielle en vue d'un développement plus durable et plus responsable de la société, « un véritable déterminant pour l'avenir de la planète », insiste Léopold Beaulieu.

« Cela passe par une démocratisation de l'économie, ajoute le p.-d.g. de Fondation. Si nous voulons garantir les libertés citoyennes et faire en sorte que l'économie soit au centre de la société, l'approche du développement durable reste très importante, car elle conjugue bien les dimensions écologique, économique et sociale. Une gestion beaucoup plus collaborative

de la prise de décisions, des actions et de l'orientation est donc un incontournable. »

En fait, certaines aspirations sociétales des coopératives et des syndicats l'illustrent bien, telles que la Caisse d'économie solidaire et l'entreprise MCE Conseils, notamment.

Un virage

Denise Gagnon, directrice du Service de la solidarité internationale à la FTQ, croit aussi que le mouvement coopératif est issu d'organisations populaires et de syndicats. Selon elle, le mouvement syndical doit néanmoins prendre un virage pour se renouveler afin de mondialiser ses actions de solidarité, ce qui lui permettra

de forger de nouvelles alliances.

« Au-delà du strict objectif d'accroître la richesse nationale, il faut examiner comment les revenus sont redistribués, affirme-t-elle. La compétitivité de l'économie d'un pays n'est rien sans les solidarités qui unissent sa population. »

Des partenaires, d'abord

D'autre part, il ne fait aucun doute que les syndicats et les coopératives peuvent faire bon ménage, d'après Gaston Bédard, directeur général du Conseil québécois de la coopération et de la mutualité, et Pierre Charette, président du Réseau de la coopération du travail du Québec. Ils vont jusqu'à

parler de « partenariats ».

« Le mouvement syndical a mis en place des fonds de travailleurs visant à s'assurer que les entreprises aient le capital nécessaire afin de se développer, d'éviter une délocalisation ou d'empêcher des regroupements à l'extérieur, relate M. Bédard. Ces fonds investissent d'ailleurs dans différentes entreprises coopératives et mutuelles. »

Le regard sur les enjeux internationaux demeure nécessaire, mais ce rapprochement entre les deux mouvements a pour effet de changer le rôle traditionnel bien connu des syndicats, afin qu'ils deviennent de plus en plus les promoteurs d'une coopération, par exemple, dans le cadre du rachat d'entreprises.

« Ils ne sont plus perçus dans un rôle de défense des droits des travailleurs contre la partie patronale, car elle est déterminée par les travailleurs, explique

de son côté Pierre Charette. Les syndicats se trouvent plutôt à avoir un rôle de partenaire de la gestion des ressources humaines, par exemple. »

Un potentiel

À l'aube du Sommet international des coopératives, Gaston Bédard insiste vraiment pour dire que le travail doit demeurer au cœur des discussions.

« Toutes les parties prenantes du monde du travail, que ce soient les syndicats, les gouvernements et les autres, doivent se préoccuper de cet enjeu du travail pour les prochaines années, afin d'assurer la formation de nouvelles coopératives de travailleurs et d'entrepreneurs, et dans le but de reprendre des entreprises et, aussi, d'en lancer d'autres », réaffirme M. Bédard.

Collaborateur
Le Devoir

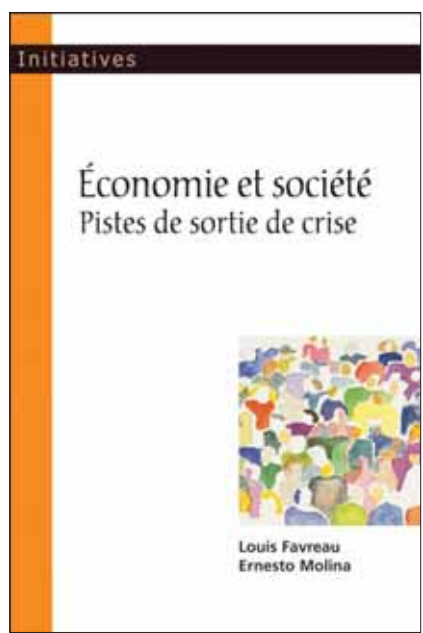
Contribuer au renouvellement des pratiques associées au développement social, au développement socioéconomique des territoires et à la dimension internationale du développement local.



2014 24\$ PAPIER 17.99\$ PDF EPUB



2012 18\$ PAPIER 13.99\$ PDF EPUB



2011 18\$ PAPIER 12.99\$ PDF EPUB

Plus de
1 300 livres
à feuilleter

PUQ.CA



Presses de l'Université du Québec

On a tous besoin de savoir
POUR AGIR